

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

Dans le refus américain devant le Concorde, la Nouvelle Action Française voit la plus tangible manifestation de la nouvelle guerre économique que les Etats-Unis entreprennent de livrer à l'Europe. Plus que tout autre pays, la France est particulièrement visée en raison de son expansion économique, de son dynamisme politique, de la place qu'elle a su recouvrer dans le concert des grandes nations. Il semble également que les Etats-Unis ne peuvent admettre de voir une technologie très élaborée se développer, avec succès, hors de leur contrôle.

Ainsi le vrai problème de Concorde est devenu un problème politique, et ne peut se réduire à un simple calcul de rentabilité. Les impératifs financiers mis en avant par la Pan Am et la T.W.A. cachent mal que l'aspect politique a été, en la matière, primordial, comme il l'avait été, très récemment, dans l'affaire Michelin.

Nous assistons en fait à une nouvelle poussée de l'impérialisme économique et politique américain. La crise monétaire est l'une des multiples preuves de ce vaste marchandage planétaire par lequel les Etats-Unis tiennent à imposer leur domination au reste du monde.

C'est pourquoi nous n'hésitons pas à dénoncer tous ceux qui en France, consciemment ou non, se font les complices de l'impérialisme économique américain contre la France elle-même. Réduisant tout à la seule rationalité économique, ils en viennent implicitement à admettre que la France pourrait être dirigée de Washington si la « rentabilité » l'exigeait !

C'est également pourquoi nous demandons que des mesures fermes et concrètes de riposte économique — et politique — soient prises à l'encontre des intérêts américains en France. Dès à présent il s'agit d'œuvrer à « décoloniser » la France.

1 F

contestation - élections

le programme des requins :

**eux,
y'en a
vouloir
des sous !**

les p.t.t. en question	p. 2
la guerre économique	p. 2
un non-racisme spontané	p. 7
le projet royaliste	p. 8

les p.t.t. en question

L'administration planifie, les syndicats font leur politique et les travailleurs subissent.

Poursuivre la politique de modernisation qu'ont engagée les P.T.T. exige une mobilité de la main-d'œuvre et « justifie » l'auxiliariat. Dans la fonction publique, alors qu'il fournira un même travail, l'auxiliaire devra se contenter d'un traitement moindre et renoncer aux avantages dont bénéficient ses collègues titulaires.

L'AUXILIARIAT, ANTICHAMBRE DU CHOMAGE

Sous-rémunéré, l'auxiliaire pourra doubler son traitement de base, au prix de lourdes fatigues physiques et nerveuses, grâce aux heures supplémentaires dites « californiennes ». Il n'a droit ni à la prime de rendement, ni aux indemnités pour changement de résidence dans le cas de mutations. La distinction entre auxiliaires de renfort et auxiliaires de remplacement n'a pas grand sens quand on sait que, dans la plupart des cas, les auxiliaires occupent des postes de titulaires.

Mais le plus grave concerne le droit des auxiliaires lors de licenciements. Aujourd'hui l'auxiliaire signe un contrat de trois mois renouvelable ou non avec l'Administration. Si l'auxiliaire licencié justifie de six mois de présence, il n'aura droit qu'à huit jours de préavis. Mais en aucune manière les auxiliaires licenciés n'ont droit aux indemnités de licenciement ou de reclassement. Tandis que l'Administration décide une compression des effectifs, arguant de la modernisation et de la rationalisation de ses services, de nombreux auxiliaires continuent d'être affectés à des services pourtant déjà modernisés. Contradiction si l'on sait qu'une des premières mesures d'amélioration de la qualité du service et des conditions de travail consisterait à augmenter substantiellement les effectifs.

Considérons le cas de ce jeune auxiliaire du centre de tri « Le Mans-Gare » à qui l'Administration faisait savoir qu'il serait mis à la porte le 1^{er} novembre mais qu'il ne devait pas montrer trop d'empressement à chercher du travail parce qu'on le réembaucherait peut-être le 15 novembre... L'Etat-Patron vous laisse toujours la liberté de crever de faim pour une semaine. L'ancienneté ne joue pas non plus en faveur d'une titularisation et ne garantit pas l'emploi. Ainsi les opératrices auxiliaires du téléphone de l'inter de Sablé, malgré cinq ans d'ancienneté pour certaines, seront licenciées à la suite de l'automatisation, et sans possibilités immédiates de reclassement.

Pour cette catégorie de travailleurs, l'Administration réserve un sombre avenir avec 22.000 licenciements d'ici 1976, dont 12.000 au téléphone. Si les licenciements ont pour cause la modernisation des services, des motifs politiques entrent aussi en ligne de compte.

Les revendications portent donc tout naturellement sur l'obtention d'un statut reconnaissant aux auxiliaires le bénéfice de l'ensemble des primes et indemnités, de la prime de rendement, l'indemnisation à plein traitement des congés maladie, de maternité et d'accidents du travail. Les auxiliaires ne veulent plus être tenus comme des laissés pour compte.

Mais le problème des auxiliaires, en même temps que le problème des relations personnel-Administration, reste lié à la finalité des P.T.T. Les P.T.T. garderont-ils encore longtemps valeur de service public, quand on sait que, si la dégradation affecte spécialement le simple usager, certaines entreprises privées continuent d'en tirer d'importants profits ?

SERVICE PUBLIC...

POUR DES INTÉRÊTS PARTICULIERS

Le flot des « imprimés sans adresse » à caractère publicitaire inonde les boîtes aux lettres, le circuit de distribution des correspondances est utilisé pour l'envoi des dépliant publicitaires. Le poids maximum des colis est passé de 3 à 5 kg, mesure qui arrange bien les gens de chez La Redoute ou des Trois Suisses, mais pas les agents de tri affectés au « transit-colis ».

Les rapports entre l'Administration et les travailleurs sont quasi inexistantes. Dans les centres de tri postaux, le nouvel aménagement des positions de travail s'est fait sans consultation du personnel, pourtant le premier intéressé. L'Administration planifie et licencie, les syndicats font leur politique, les travailleurs subissent.

Aussi, devant cet état de fait, faut-il comprendre que les grèves engagées par les postiers (le plus souvent impopulaires parce que mal comprises de la part d'un public mal informé), en même temps que leurs revendications professionnelles, servent

« Les P.T.T. de Lyon n'aiment pas les militants politiques. Le 23 décembre, Fanjat, auxiliaire au centre de tri de la Gare, apprend que son contrat, qui se termine le 31 décembre, ne sera pas renouvelé. La même mésaventure était arrivée, il y a un an, à Dehan, téléphoniste à l'inter.

« Fanjat et Dehan sont tous deux membres actifs du P.S.U. et c'est à cause de leur action quotidienne qu'ils ont été licenciés sur ordre de la Préfecture, après enquête policière. »

In *Politique-Hebdo* (18 janvier 1973).

l'intérêt des usagers trompés par le vrai responsable : l'Administration.

Tandis qu'au niveau strictement professionnel des solutions régionales — en matière de mutations et d'organisation interne — peuvent être proposées, une association postiers-usagers aurait sa place dans un tel cadre puisqu'il s'agit effectivement d'un service public.

Enquête N.A.F. - LE MANS.

la guerre économique

Après le Vietnam, l'Europe. Les Etats-Unis entendent maintenant « forcer l'Europe dans ses retranchements pour lui arracher les concessions monétaires et commerciales qui permettront de combler, au moins en partie, le déficit de leurs paiements extérieurs » (1).

Aujourd'hui l'économie américaine, c'est d'abord un taux d'inflation jugulé et une croissance soutenue, mais c'est aussi une balance commerciale accusant un déficit de quelques 6,5 milliards de dollars, un budget inflationniste, une monnaie surévaluée, une bourse hésitante. Voilà également les principales raisons de cette mini-crise monétaire qui préoccupe actuellement les milieux financiers internationaux et surtout les gouvernements des pays dont l'économie est peu ou prou sensible aux fluctuations de celle des Etats-Unis.

Sur les marchés des changes européens, un vent

de panique a soufflé devant la baisse du dollar, et les diverses banques centrales européennes ont été obligées d'intervenir massivement pour soutenir le cours de la devise américaine. Ajoutons à cela que le franc suisse « flotte » de facto, que l'Italie a institué un double marché des changes pour préserver la lire, que le deutsch-mark apparaît de plus en plus comme une devise sous-évaluée, et on se retrouve pratiquement dans la situation qui précédait l'Accord de Washington du 18 décembre 1971. Quelques mois plus tard, à Bruxelles, les Six décidaient d'adopter des marges de fluctuations rétrécies entre les monnaies des pays membres. Or les pressions sur le mark risquent d'obliger l'Allemagne à réévaluer sa monnaie ; pour se conformer à la politique commune d'autres pays devraient suivre, et plus particulièrement la France et les Pays-Bas.

On se trouve donc dans cette situation totalement aberrante de pays obligés de s'auto-pénaliser pour satisfaire aux exigences des Etats-Unis. Ceux-ci usent ainsi de tout leur poids économique — et bien entendu politique — dans le domaine international pour, en quelque sorte, faire supporter aux autres la faiblesse structurelle de leur monnaie. L'afflux de dollars sur les places européennes revient en définitive à faire financer l'implantation des firmes américaines en Europe par l'Europe elle-même.

Dans le même temps, les Américains renouent chez eux avec le protectionnisme, barrent la route à Volkswagen — au nom de la loi anti-trust — sèment des embûches sur le chemin de Michelin, refusent Concorde. Dans ces deux cas, ils agissent en fait comme s'ils admettaient que l'Europe — et plus particulièrement la France, première visée en raison de son expansion — fabrique et exporte skis, bicyclettes ou raviolis, mais ne peuvent accepter qu'elle innove en matière de technologie. Il est vrai que pour l'un de leurs grands économistes, le professeur Samuelson, les Etats-Unis doivent devenir le « quartier général économique du monde » (Morgan Guaranty Survey, juillet 1972).

Les mois qui viennent seront à cet égard capitaux pour l'avenir du monde. Les négociations commerciales mondiales (G.A.T.T.) vont avoir lieu à Genève. Une crise monétaire est une éventualité possible. Déjà, sur ce dernier point, la remontée de l'or à Londres est un sérieux signal d'alarme. De plus, la hausse continue des taux d'intérêts dans le monde reste très inquiétante. On ne peut prévoir leur retombée avant le troisième trimestre 1973. Sauf pour la France, en particulier. On sait en effet qu'une corrélation positive peut être relevée entre l'accroissement de la masse monétaire et la hausse du taux de l'argent. Au vu du gonflement enregistré en 1972 (+ 20 %) par cette dernière, il est possible de prévoir une hausse des taux d'intérêts français avant six mois. Plus que jamais il faudrait alors que la France puisse avoir la possibilité de se défendre. Cela sera-t-il possible en période post-électorale ?

P. D'AYMERIES.

(1) A.G.E.F.I., 2 février 1973 (Agence économique et financière).

justice et argent

Le 1^{er} février, un débat organisé par la N.A.F. au Centre juridique de Sceaux, opposait M^{re} G.-P. Wagner, Président de notre Comité directeur, et M. Pierre Mazeaud, magistrat et député U.D.R. des Hauts-de-Seine. Dénonçant la prétendue gratuité de la justice et l'indépendance toute relative des magistrats, M^{re} Wagner a amené son interlocuteur à reconnaître ces faits. M. Mazeaud a promis pour la prochaine législature de profondes réformes. Nous prenons acte de ces excellentes intentions.

eux, y'en a vouloir des sous !

La Nouvelle Action française n'est pas suspecte de patauger dans les bourbiers avec délectation. Au moment où la presse était pleine des « scandales », certains se sont étonnés de notre modération relative. Nous avons nos raisons. Indulgence pour les coupables ? Non, suspicion sur les buts exacts de ces campagnes, de ces affaires brusquement surgies comme des champignons vénéneux. En deux mots : depuis qu'elle existe, la République a tellement marché dans la chienlit qu'il y a beau temps que la chienlit est républicaine. République des chéquards, de Panama, de Stavisky, du petit père Gouin, des piastres, Joanovici et tutti quanti... Lorsqu'un républicain s'indigne que sa belle a été outragée, il faut se méfier. Que Montesquieu ait écrit que la vertu était la chose la plus nécessaire à la démocratie n'est pas précisément rassurant à ce propos, car une très vieille expérience humaine nous a appris à nous méfier du volontarisme moral. La recherche éperdue de la pureté de l'aube de la création ne vaudra jamais de bonnes mœurs solidement ancrées dans des habitudes qui sont devenues comme une seconde nature. Chercher la vertu pour elle-même, c'est souvent la manquer.

Et puis vouloir imposer la vertu en république. Saint-Just, Robespierre, au secours !

Lorsque la république veut devenir vertueuse, le fascisme n'est pas loin.

Dans un numéro spécial d'Esprit sur la corruption où l'on trouve de bonnes choses, Jean-Marie Domenach note très justement : « Un immense besoin de pureté a secoué la jeunesse européenne d'avant la dernière guerre, pour aboutir à un massacre et à des horreurs sans précédent. Ceci nous rappelle que l'"incorruptible" forme avec le corrompu un couple malsain. La haine de la corruption tourne bientôt à la haine de soi et des autres, à la terreur, à l'épuration universelle. »

Donc, gare aux vertueuses indignations républicaines. Elles vous font froid la guillotine dans le dos. Mais tous nos hommes politiques ne sont pas jacobins. Mitterrand, au milieu de ses magouilles, rêve plus à Laurent le Magnifique qu'à Savonarole. Et Giscard ? Et Ponia (le bon prince !) ! A quoi rêve-t-on, lorsqu'on est républicain indépendant ?

François Michel, dont l'interminable « tablature de la France » se laisse lire dans *Combat*, nous rappelle fort opportunément : « Ça ne serait-y pas du côté de chez les Indépendants (rue de Rivoli ?) qu'on pourrait détecter la source de la scandalite qu'on a répandue sur le corps électoral (abcès de fixation ? dénigrement vachard du grand-frère trop puissant ? Scandales préfabriqués, cuits à feu doux, à peine scandaleux, etc.) ».

Et puis, où se trouve la frontière entre le scandaleux et le non-scandaleux, le permis et le défendu dans le grand monde, le Tout Paris et le Tout Etat ? Prenons l'exemple de l'immobilier : y a-t-il plus de scandale là qu'ailleurs ? M. Souchère n'en est pas convaincu, et il a de bonnes raisons pour cela. Ainsi que l'écrit Julien Cheverny dans *Esprit* : « Ce qui ne se fait pas, c'est d'abord de se faire prendre, c'est aussi de ne pas disposer de monnaies d'échange qui vous mettent en mesure de tenir celui qui vous tient, c'est surtout de manquer de relations, d'agir en franc-tireur sans garanties suffisantes, ou de braconner sur les chasses gardées, à la manière de ces sociétés civiles immobilières qui eurent l'outrecuidance d'empiéter sur le droit imprescriptible qu'ont les grandes banques publiques ou privées de plumer le petit épargnant. »

UNE ALTERNATIVE SOCIALISTE ?

Ainsi, nous trouvons suspectes des indignations qui pourraient cacher des arrière-pensées peu équivoques, de savantes stratégies, en fin de compte des règlements de compte plutôt sordides. Bien sûr, la corruption n'est que trop réelle, et il convient de rendre hommage à d'honnêtes gens comme M. Souchère, à qui il a fallu une sacrée énergie dans un combat sans merci contre des puissances redoutables. Il est bon que l'honnêteté triomphe de temps à autre. Malheureusement, il faut craindre que dans le jeu politique actuel, l'honnêteté des uns serve la fourberie des autres.

Ceux qui militent pour l'union de la gauche et le socialisme, nous suivront peut-être et même sûrement dans cette analyse, et ils s'empresseront d'ajouter : le programme commun offre, lui, contrairement aux programmes giscardiens ou réformateurs, une véritable alternative globale. L'Etat socialiste balaiera la corruption en supprimant graduellement l'emprise du capitalisme corrupteur sur l'économie, la société et le pouvoir.

Nous savons bien que François Mitterrand parle de plus en plus le langage de Gilles Martinet et qu'il fait souvent suivre son socialisme du mot autogestion. Malheureusement, force nous est de constater qu'il n'est nulle part question de libérer concrètement l'Etat de ses tâches superflues et la société de la pieuvre étatique. Le mot-clef, le mot boomerang de la gauche demeure *nationalisations*. L'économie sera un peu plus nationalisée. La corruption disparaîtra ? La bonne blague ! Tout le monde sait que le socialisme suscite autant de corruption que le capitalisme, que la nouvelle classe dirigeante des pays de l'Est s'est abondamment sucrée, que ses privilèges sont extraordinaires.

Chacun sait aussi que les entreprises nationalisées n'ont pas apporté un gramme de participation supplémentaire aux travailleurs. Les structures de direction ressemblent d'ailleurs de plus en plus à celles des grandes entreprises capitalistes. La « rationalité », c'est-à-dire la mentalité des dirigeants, leur façon de concevoir les choses et de diriger, est pratiquement identique. Il n'est pas jusqu'aux banques nationalisées qui ne ressemblent pas aux banques d'affaires privées jusqu'à gratifier leur clientèle des mêmes avantages. « A l'automne 1968, un député de la majorité, M. Souchal, a accusé les banques nationalisées d'avoir facilité les évasions de capitaux de leurs clients... » (1).

LIBÉRER L'ETAT

Les socialistes n'ont pas tort d'accuser l'argent. Il est la suprême valeur de la société de consommation, et il est vrai que les profits réalisés dans certains milieux sont prodigieux. Mais il n'y a pas que l'argent. Il y a l'argent et l'Etat indissolublement mêlés. C'est le mérite de Julien Cheverny que de l'avoir démontré dans sa contribution au numéro d'Esprit : « Premier distributeur de crédits et premier fournisseur d'informations ou de spectacles, mais aussi premier producteur et premier acheteur, l'Etat, qui de plus en plus intervient, aura de plus en plus de moyens de corrompre au moment même où ses agents, placés aux points stratégiques, auront de plus en plus de chances et d'occasions d'être, de leur côté, corrompus. L'Etat, qui étend ses attributions, souffre des maux d'un gigantisme accentué ; loin de se fortifier, il se délabre quand il ne se démembre pas et donne naissance à des féodalités rivales ou à des cliques qu'il sera d'autant plus facile de circonvenir qu'elles seront de plus en plus nombreuses et que souvent leurs objectifs divergent et se contredisent. L'Etat qui s'agrandit est aussi un Etat qui se vide, l'Etat qui se développe est aussi un Etat qui se décompose ; comment s'étonner qu'il y ait là la plus puissante des invites à la corruption ? »

Cela faisait longtemps que je n'avais lu un texte politique aussi fort dont on retiendra encore cette phrase essentielle : « Il n'y a plus à exiger des dirigeants et exécutants qu'ils aient le sens de l'Etat quand l'Etat n'est plus qu'une gigantesque méduse dont on ne sait si le flasque l'emporte sur le gluant. »

Selon le mot célèbre, il est des institutions qui corrompent les hommes plus que d'autres. C'est le cas de celles que nous subissons. Il est vain de s'indigner, de tonner, de publier des révélations archangéliques, si l'on ne s'en prend au système qui fait fleurir ces champignons vénéneux. Il est vain de crier que la démocratie c'est la vertu, alors que tout prouve que c'est la chienlit.

La monarchie devrait, selon Montesquieu toujours, se fonder sur l'honneur. Nous sommes payés pour nous méfier de ce grand mot. Les morales de l'honneur ont justifié les pires cruautés et même l'enfer nazi. Mais l'honneur peut être également l'humble honneur domestique, familial, professionnel, celui de la belle ouvrage, du devoir accompli. L'Etat retrouvera l'honneur quand il sera libéré, libéré même de ses prétentions vertueuses pour assumer le seul bien commun.

Gérard LECLERC.

(1) *Esprit*, janvier 1973, *La corruption*.

exécution d'un homme politique

En cet hiver 1973, les Français sont las et moroses. Jamais campagne électorale n'aura aussi peu passionné la France. On peut incriminer la longueur de la campagne déjà ouverte depuis plusieurs mois.

Mais l'océan de boue qui déferle sur les politiques de ce pays n'en serait-il pas aussi la cause ? A remuer ces « affaires » nauséabondes, il est difficile de rester propre. Philippe Alexandre (1) nous explique la chute de Chaban-Delmas. Appelé par le Chef de l'Etat, le 22 juin 1969, à former le premier gouvernement du septennat Pompidou, Chaban arrive auréolé de gloire : tennisman émérite, président de l'Assemblée nationale pendant tout le règne de De Gaulle, ancien radical, voilà enfin l'ouverture, le renouveau, la « télé » intelligence et la « nouvelle société ». Chaban, le 5 juillet 1972, sera chassé du pouvoir dans la honte, sous les coups conjugués des scandales, de l'opposition gaulliste et de cette « barbouze » d'un nouveau genre qu'est Pierre Juillet.

Chaban est né à la politique en 1945, il appartient plus que tout autre à ce gang qui nous gouverne : patron de presse néophyte alors que Bourges-Maunoury l'emploie à distribuer le papier aux directeurs de journaux ; maire de Bordeaux grâce à son ami Michard-Pélissier, qu'il accueillera par la suite à Matignon ; milliardaire en 1972 et général pauvre comme Job en 1945 ; Chaban est vulnérable. Claude Angéli, qui publiera sa feuille d'impôt dans *Le Canard Enchaîné*, sera accusé d'avoir provoqué sa chute.

Philippe Alexandre défend comme il peut notre ancien Premier Ministre. Il ira même jusqu'à le comparer à Roger Salengro se suicidant, après la campagne orchestrée contre lui par *Gringoire*. Mais sous la V^e République on ne se suicide plus. Un scandale est vite oublié et Chaban reste l'homme providentiel pour l'ouverture vers les réformateurs.

Le maire de Bordeaux est en quelque sorte en réserve de la République. Fidèle à son image.

Marc BEAUCHAMP.

(1) Philippe Alexandre : *Exécution d'un homme politique*, Ed. Grasset, 1972.

entretien avec alain moreau

Le « Dossier S comme Sanguinetti » est paru depuis peu sous la signature de Jean Montaldo, chez A. Moreau, éditeur (1).

Ce livre relate les conditions dans lesquelles Monsieur Sanguinetti fut amnistié, en 1959, à la faveur d'une loi « sur mesure ». Nous avons interviewé Alain Moreau dans son magnifique bureau du quai aux Fleurs.

N.A.F. — Vous venez de publier ce « Dossier S... » et vous avez vu s'abattre sur vous des pressions pour que le public ne puisse pas prendre connaissance de ce dossier. On pourrait donc penser qu'il y a une censure en France ?

— Il n'y a pas, à proprement parler, de censure en France. Par contre, le public est très souvent frustré de la lecture de certains ouvrages extrêmement intéressants, en raison de certains mécanismes qui ont été mis en place par l'habitude.

Par exemple, il existe une *auto-censure* pratiquée par ceux qui prennent les décisions dans les maisons d'édition, qui sera fondée, par exemple, sur l'actualité littéraire, politique ou bien même sur les préoccupations propres des dirigeants de la maison d'édition.

Il y a une forme de censure peut-être encore plus grave. C'est celle, par exemple, dont le « Dossier S... » est la victime : je veux parler du refus de certains fournisseurs de prêter leurs services ; plus précisément, dans le cas qui nous occupe aujourd'hui, je peux vous dire que mon diffuseur habituel a refusé, alors que nous avons un contrat qui nous engage réciproquement pour trois ans, de procéder à la diffusion de ce livre. Dans ces conditions, il est certain que nous sommes obligés de recourir à une distribution extrêmement artisanale qui, par voie de conséquence, empêchera que cet ouvrage atteigne le public auquel il est destiné.

Il y a enfin d'autres sortes de pressions qui font que l'éditeur s'auto-censurera ou que le distributeur refusera ses services : c'est la menace de certaines représailles à caractère économique. Il y en a de deux sortes : la première consiste à mettre l'entreprise d'édition ou de distribution en difficulté en lui faisant supprimer les crédits et en les faisant bloquer brutalement par les organismes bancaires. Il suffit donc d'un ordre du ministère des Finances, qui le transmettra à la Banque de France, qui le répercutera sur la banque de l'entreprise en question, qui ne pourra plus, en quelques heures, faire face à ses engagements. Exemple : à propos du film d'André Cayatte sur l'affaire Marcovic. On sait que les banquiers l'ont brutalement laissé tomber et mis en situation intenable.

L'autre sorte de représailles est beaucoup plus astucieuse mais, en définitive, peut condamner à mort une entreprise. C'est le *contrôle fiscal téléguisé*. On a beau faire très attention dans la gestion d'une entreprise et ne jamais souhaiter frauder le fisc, le maquis des textes fiscaux est tel qu'à un moment ou à un autre, soit par ignorance soit par l'effet d'une mauvaise interprétation, on risque de se trouver en infraction. Dans la

des scandale

mesure où leur gravité est interprétée par l'administration qui tient elle-même ses ordres du pouvoir politique, on comprend très bien qu'un contrôle, dans certaines conditions, peut mettre en très peu de temps une entreprise en péril. Sans compter que les dirigeants de cette entreprise se verront soumis à une inquisition fiscale qui peut aisément se comparer à l'inquisition policière. On comprend bien que, dans ces conditions, beaucoup de maisons d'édition et beaucoup de distributeurs d'ouvrages refusent de prendre des risques en publiant des ouvrages qui déplaisent au pouvoir en place.

N.A.F. — N'y a-t-il pas d'autre moyen plus insidieux pour faire pression sur un éditeur ?

— Vous savez, il y a aussi les pressions de l'entourage : la pesanteur sociologique, le parisianisme, les relations amicales qui peuvent effectivement pousser un éditeur à ne pas publier tel ou tel ouvrage afin de ne faire de chagrin à personne.

N.A.F. — Oui, mais vous avez quand même accepté de sortir ce document. Pourquoi ?

— Ce n'est, en tout cas, pas pour régler un compte politique. J'estime que l'éditeur doit prendre ses distances par rapport aux textes et aux opinions émises par les auteurs de sa maison. Il n'est absolument pas question pour un éditeur d'épouser les querelles de tel ou tel parti ; ce serait entamer son capital de crédibilité et ce serait, en définitive, amoindrir l'image de marque qu'il a dans le public. Ces réserves faites, et justement à cause de ces réserves, j'ai estimé ne pas avoir le droit de garder par devers moi des documents dont le public était en droit d'avoir connaissance. Et, à propos de ce livre, un de mes collaborateurs m'a fait très justement remarquer que nous n'avions publié, en définitive, que très peu d'ouvrages depuis la création de notre maison, puisque celui dont nous parlons aujourd'hui est le huitième et qu'il n'est donc pas possible, d'après lui, de « commencer par se coucher ».

N.A.F. — Il n'empêche que ce livre tombe en période électorale ?

— En d'autres temps, je l'aurais publié aussi. Je ne suis pas allé chercher l'auteur, c'est lui qui, après avoir essayé un certain nombre d'échecs dans beaucoup d'autres maisons d'édition, est venu me trouver. Il est venu me voir à la fin de l'année 1972 et, dans ma décision, je n'ai jamais tenu compte de la proximité des élections. Cependant, je trouve tout à fait normal qu'au moment où le pays doit se prononcer sur le choix qui engage son avenir, il ait tous les éléments de décision en mains pour se déterminer.

N.A.F. — Etes-vous arrivé à contourner la « censure » qui frappe votre livre et le public pourra-t-il en avoir quand même connaissance ?

— Après la carence de notre distributeur, qui mettait ordinairement à notre disposition une bonne vingtaine de représentants et l'appui de réseaux dans toute la France, il n'a pas été très facile de le remplacer. Nous avons employé des moyens extrêmement modestes pour que nos

ouvrages arrivent tout de même dans quelques librairies. Nous avons été aidés par la plupart des grossistes des grandes régions de France qui ont mis beaucoup de bonne volonté à nous aider. Il demeure que notre distribution a été très artisanale.

Enfin, au moment où nous terminons notre conversation, on vient de m'avertir que les drugstores de la chaîne Publicis refusent de vendre les ouvrages qu'il ont cependant en dépôt. Eh bien, voilà une autre façon de pratiquer la censure sur les ouvrages.

Je ne peux donc pas vous cacher que, en définitive, la publication de cet ouvrage est, commercialement, un échec que l'on peut d'ores et déjà chiffrer aux environs de 40 à 45.000 F. Mais ce n'est pas le plus important : ce qui est grave, c'est qu'un principe est remis en cause, une des libertés fondamentales est gravement attaquée.

Mais, croyez-moi, il se trouvera toujours un jeune éditeur pour refuser « de se coucher », même si, comme nous venons de l'apprendre à l'instant, *Le Figaro*, par exemple, et *La Dépêche du Midi* ont refusé la publicité de cet ouvrage.

N.D.L.R. — Nous croyons savoir que les Editions Alain Moreau ont sous presse deux autres livres de Jean Montaldo sur des affaires touchant des ministres en exercice, dont M. Chirac. Alain Moreau n'a rien voulu nous révéler là-dessus.

(1) Alain Moreau, éditeur, 3 bis, quai aux Fleurs, Paris (4^e). Le « Dossier S... » est en vente à la N.A.F.

un journaliste anonyme

Un journaliste, ex-rédacteur dans un journal politique à scandale, nous explique ici comment « travaille » ce genre de presse. Sa thèse : cette presse sert d'exutoire à la colère des Français et réfrène l'ardeur combative des révoltés contre le système.

N.A.F. — Comment fabrique-t-on un scandale pour démolir une personnalité ?

M. X... — On ne choisit pas n'importe qui, de préférence le leader d'une formation. On étudie alors son arbre généalogique, puis on examine si lui-même n'a pas trempé dans un scandale de la III^e République, s'il a soutenu Pétain, ou s'il a été collaborationniste. On examine ses relations proches et lointaines. Il est rare de ne pas y trouver quelqu'un de plus ou moins louche. En ce qui concerne un député, par exemple, il suffit d'avoir pris une photo de lui, serrant la main de cette personne (même si c'est pendant une campagne électorale). On insiste alors lourdement sur le fait qu'il aurait dû le savoir. Puis, en deux lignes, à la fin de l'article, on suggère qu'il n'est peut-être pas si compromis que cela.

s par milliers

N.A.F. — Mais n'y a-t-il pas des lois qui protègent contre de telles attaques ?

M. X... — Elles existent. Mais on peut vouloir compromettre une personnalité quelconque pour provoquer un procès. On fait une large publicité au journal, ce qui permettra de couvrir les dommages et intérêts à verser. Mais, quand le risque est trop grand, on procède par questions ou par insinuations du genre « Qui pourrait croire cela ? »

N.A.F. — Pourquoi s'attaque-t-on aux gens en place plus qu'aux postulants ?

M. X... — Les directeurs de journaux à scandales veulent, avant tout, vendre du papier. Et ils savent que le lecteur est, en premier lieu, contre le pouvoir établi. Donc, tout ce qui attaque ce pouvoir est bien reçu.

Attaquer le P.C. est par exemple très délicat. Lors de son passage dans les ministères à la Libération, le P.C. a pu emporter des documents compromettants sur des personnalités, gaullistes ou non. Et il est donc capable de faire face à toute attaque d'envergure. La meilleure preuve en est fournie par l'affaire Marchais : il est accusé d'avoir été volontaire pour travailler en Allemagne. Plus personne n'en parle.

N.A.F. — Que pensez-vous du scandale Chaban ?

M. X... — C'est le type même du scandale vrai et faux. Chaban respectait la loi. Le scandale réside dans le fait qu'un homme qui a tant de revenus paye si peu d'impôts. C'est dû au système inique de la fiscalité française.

Mais dans cette affaire, on est passé du scandale institutionnel au scandale ponctuel. J'appelle scandale ponctuel, le scandale Dechartre : celui-ci a utilisé sa fonction de ministre pour se permettre des pressions à l'égard des promoteurs. Le scandale institutionnel réside dans l'institution politique, économique, sociale elle-même. Et dans l'affaire Chaban, il a été facile d'exploiter le côté poujadiste du Français, qui n'aime pas payer d'impôts.

N.A.F. — Le Pouvoir fait donc dévier tout ce qui pourrait remettre le système politique en cause ?

M. X... — Le Pouvoir en France est réquisitionné par un gang, datant de la Résistance, qui a vécu de la Résistance, mais qui en a dévoyé l'idéal. La presse à scandales est finalement partie intégrante de ce gang. Elle sert d'exutoire à la colère du peuple et réfrène l'ardeur combative des masses populaires, les détournant de lutter efficacement contre le système politique. La presse à scandales est donc, la plupart du temps, le meilleur garant de l'ordre établi.

N.A.F. — Des pronostics pour les prochains scandales ? Dans la majorité ?

M. X... — Difficile à dire. On pourrait prévoir qu'un scandale Baumel sortira tôt ou tard, que l'affaire Sanguinetti va avoir d'autres prolongements très actuels que n'évoque pas le livre de Montaldo, et enfin un scandale Chaban sur les liaisons obscures ou plutôt très claires, avec quelques éléments douteux du S.A.C.

N.A.F. — Et dans l'opposition de gauche, si elle passe au pouvoir ?

M. X... — Il suffirait de rafraîchir la mémoire de François Mitterrand sur le scandale de l'Observatoire, qui semble bien une machination montée de toutes pièces. On pourrait parler des liaisons du Parti Socialiste avec certains milieux financiers, ou des relations de M. Defferre avec un personnage que les services américains ne se font pas faute de dénoncer comme compromis dans d'obscurs trafics de drogue.

N.A.F. — La presse à scandales est donc un métier d'avenir ?

M. X... — C'est certain. Cette presse correspond à un besoin psychologique. Dans notre société bureaucratisée et déshumanisée, le citoyen se sent un pion anonyme parmi d'autres pions. Il se sent toujours mystifié par la télévision, la radio ; grâce à ses journaux, il a l'impression de connaître le dessous des cartes, d'être un initié, celui à qui on ne la fait pas !

jacques souchère

En 1968, Philippe Dechartre est élu député de la circonscription de La Rochelle. Avec l'ambassadeur Barberot et Beaujolin, il fonde le C.A.D.I.R. (Comité d'Aménagement de l'Île de Ré) qui demandera un milliard à Jacques Souchère.

Ce dernier attaque Philippe Dechartre, gagne son procès et les magistrats diront que les gens du C.A.D.I.R. « ont commis des fautes qui engagent leur responsabilité ». Le 15 mai 1972, Dechartre démissionne : Jacques Souchère raconte.

N.A.F. — Vous venez d'éditer à vos frais un livre (1) que vous distribuez vous-même. Pourquoi ?

J. S. — Mon éditeur m'avait poussé à écrire ce livre et s'était engagé très avant à mon égard, puisque nous avions signé un contrat et qu'il m'avait versé un à-valoir assez important pour faire face à mes dépenses.

Mais des suggestions discrètes de la part du Pouvoir l'ont incité à ne pas le faire paraître. Le quasi-monopole qu'exercent Hachette et les N.M.P.P. permettent des moyens de pression très « innocents » (des camions qui livrent tombent en panne, les livres sont gardés une semaine dans une pièce, etc.). Le Pouvoir était d'accord pour que le livre paraisse après les élections. Comme je n'aime pas les chantages, j'ai décidé de le faire paraître à compte d'auteur.

N.A.F. — Pourriez-vous nous dire pourquoi il y a eu tant de scandales immobiliers sous la V^e République ?

J. S. — Les scandales de la V^e République ne sont pas des scandales immobiliers. Il se trouve que quelques scandales ont eu comme vecteur l'immobilier, mais les « civiles foncières » ou les « fausses factures » n'ont rien à voir avec l'immobilier.

Les scandales existent dans ce domaine pour deux raisons : l'immobilier brasse des sommes considérables et c'est le secteur industriel dans lequel l'Etat est tout-puissant, de sorte qu'on ne peut faire un geste sans une autorisation. A partir du moment où il faut, pour la moindre chose, une autorisation administrative, les intermédiaires administratifs tendent à la faire payer.

N.A.F. — L'envahissement de la vie par l'Administration offre donc à cette dernière des moyens de pression de plus en plus grands ?

J. S. — C'est évident. Et c'est de plus en plus risqué de s'opposer à elle. Pour l'Île de Ré, j'ai réalisé une très mauvaise affaire : je n'ai toujours pas mon permis de construire. Economiquement, c'est de la folie. Négocier avec les gens du C.A.D.I.R. m'eût coûté moins cher. Mais il y a des choses qu'on accepte, d'autres qu'on n'accepte pas. J'ai été élevé comme cela !

N.A.F. — Vous avez dit dans votre conférence de presse que vous aviez parlé du problème Dechartre avec M. Chalandon et que celui-ci vous avait répondu : « C'est pour lui ou pour le parti ? »

J. S. — C'est exact. Et c'est la seule chose qu'il m'ait dite. Il était de notoriété publique au ministère, à l'époque, que MM. Dechartre et Chalandon se détestaient. Mais ce qui m'a beaucoup surpris, c'est que M. Chalandon n'ait pas eu un sursaut d'honnêteté.

N.A.F. — Que pensez-vous du travail accompli par M. Chalandon au ministère ?

J. S. — M. Chalandon a annoncé, quand il est arrivé au ministère, qu'il n'y aurait plus de permis de construire. Il a lancé de grands concours, mais son action n'a rien donné. Il a par contre cassé son Administration. Le bilan de son passage au ministère est un bilan négatif pour la construction française.

N.A.F. — N'a-t-il pas été le seul ministre de l'Équipement qui ait eu toutes ses dérogations cassées par le Conseil d'État ?

J. S. — C'est certain... Il faudrait parler aussi des couvertures politiques. Par ma fonction de Président du Syndicat des Promoteurs, j'ai eu à connaître quelques dossiers litigieux au sujet de personnalités, M. Baumel par exemple.

N.A.F. — Vous décrivez dans votre livre un gang au pouvoir, sûr de son impunité. Or, en l'espace d'un an, les scandales de ce gang ont été révélés au grand public ?

J. S. — A cela deux raisons. D'une part des fortes têtes du type Souchère qui ont redonné courage aux autres, d'autre part le fait que la coupe était pleine et qu'un rien a suffi à la faire déborder.

(1) « L'Île aux requins », édité et distribué par Jacques Souchère, 21, rue Cassette, 75006 Paris, au prix de 28 F (Jacques Souchère, C.C.P. 838-968 Paris.)

réformateurs ?

J.-J. S.-S. louche vers l'« union populaire », Lecanuet vers la majorité. Et pourtant ils risquent d'arbitrer la prochaine Assemblée.

Phénomène dominant de ces dernières semaines : la remontée du Parti socialiste crédité de 22 à 23 % des suffrages d'après les derniers sondages. Ce chiffre n'avait pas été atteint depuis longtemps par la gauche non communiste (F.G.D.S. : 18,9 % des voix en 1967), et surtout, pour la première fois depuis la Libération, les socialistes et radicaux de gauche devançant le P.C. L'habileté de M. Mitterrand et les maladroites de la majorité y sont pour beaucoup.

Du coup, J.-J. S.-S. fait le calcul suivant : la gauche (surtout si le candidat unique du second tour est socialiste), pourrait bien s'approcher de la majorité absolue. Alors, pourquoi ne pas voler au secours de la victoire... afin d'obtenir un portefeuille dans un gouvernement « d'union populaire ». Il a laissé entendre à Guy Mollet, au cours d'un débat à « Europe n° 1 », qu'il était prêt à donner le coup de pouce nécessaire. Guy Mollet s'est empressé de lui rendre la politesse en suggérant que dans certains cas un désistement socialiste en faveur d'un candidat réformateur mieux placé pour battre l'U.D.R. ne serait pas impossible.

Deux hommes sont très chagrins devant ces manœuvres : Lecanuet et Marchais. Lecanuet se voit déjà ministre de Pompidou grâce à l'appui des voix centristes à la majorité lors du second tour, puis à l'appui des députés réformateurs à l'Assemblée. Il s'est donc empressé de rappeler à J.-J. S.-S., au cours d'un meeting à la Porte de Versailles, qu'il y avait des « tricheurs » à gauche. Le torchon brûle entre les deux vedettes du centrisme !

Quant à Marchais, il voit son parti dans la situation qui fut la sienne après le Front populaire et la Libération : voué dans un premier temps à servir de marchepied aux socialistes, puis relégué dans l'opposition et l'isolement pendant que le partenaire socialiste cherche un appoint parlementaire au centre.

Morale (si l'on peut dire !) de cette comédie :

— Le centre est plus que jamais soumis à des tendances centrifuges, voué à être « l'aile droite des gouvernements de gauche, l'aile gauche des gouvernements de droite ». La création d'un grand courant renouvateur et moralisateur de la vie politique n'est pas pour demain.

— Le caractère évanescence du centre n'exclut pas qu'il serve d'appoint, en cas de demi-victoire de la gauche, à un renversement des alliances : on peut très bien avoir demain une majorité socialiste-radical (toutes tendances confondues) — centriste-fauriste à l'Assemblée, Pompidou s'y opposerait-il ? Laisserait-il faire ? Ce dernier cas, compte tenu du tempérament du Chef de l'Etat et de ses distinguos entre majorité présidentielle et majorité parlementaire, n'est pas à exclure. On se retrouverait devant le système des majorités tournantes... comme aux beaux temps de la IV^e.

— Enfin, la politique d'indépendance nationale, déjà bien écornée par l'entrée des centristes C.D.P. dans la majorité, serait définitivement sabotée par l'entrée d'un J.-J. S.-S. ou d'un Lecanuet dans une majorité. A l'heure où les Etats-Unis, si chers au cœur des deux leaders centristes, s'efforcent de torpiller Concorde, n'oublions pas cette hypothèque... qui illustre une fois de plus la vanité de tout jeu de la France tant que celle-ci ne sera pas libérée des querelles de partis dans une France bientôt ingouvernable.

Paul MAISONBLANCHE.

vietnam

Après avoir été chef de bande pendant vingt-cinq ans, Mao Tsé-tung devient du jour au lendemain chef d'Etat. Et la majorité des Chinois l'accepte par fatalisme. Pourquoi ? La mentalité asiatique raisonne par cycles et admet les transitions brutales. En politique, un homme presque ignoré la veille devient la vedette incontestée le lendemain et tous trouvent cela naturel.

C'est peut-être ce qui arrive au Président Thieu dont la discrétion patiente avait trompé les observateurs de la vie politique saïgonnaise. Il est désormais le n° 1 du Vietnam du Sud et une des clés de l'avenir de la péninsule indochinoise.

FORCE ET FAIBLESSE DE THIEU

Le Président Thieu cristallise sur sa personne un certain nombre d'aspirations sud-vietnamiennes et se révèle l'homme de la situation. Jamais autant d'atouts se sont trouvés réunis dans les mêmes mains.

1. Grâce à l'armée, la police et l'administration, Thieu contrôle 90 % du Sud-Vietnam « utile ». Les maquisards et soldats de l'armée nord-vietnamienne occupent des régions de montagne ou couvertes de marécages, mais aucune grande ville, aucun chef-lieu, seulement des villages.

2. En résistant aux Américains avant la signature du cessez-le-feu, Thieu se débarrasse de l'image peu flatteuse de « fantôme » à la solde de l'étranger, pour rivaliser avec le Nord dans le souci de fierté nationale. Il lui est désormais possible, en attendant la stabilisation du conflit, d'échapper aux rites électoraux imposés auparavant par les Américains (après trente ans de guerre, que signifient des élections immédiates ?) et de conserver les mesures d'exception indispensables.

3. Face à un Nord-Vietnam épuisé et brisé, Thieu est assuré de l'aide américaine pour la reconstruction du Sud. La seule issue : maintenir un niveau de prospérité économique pour résoudre les difficultés de l'après-guerre.

Les problèmes ne manquent pas. Démobilisation de 600 à 700.000 hommes, avec toutes les séquelles de la guerre : réinsertion psychologique difficile, manque d'emplois, risque de bandes armées et de révoltes devant la misère. Insécurité de certaines zones où les propagandistes vietcongs, en conflit avec les cadres administratifs locaux, risquent d'appeler à la rescousse les soldats communistes. Luttres fratricides dans des villages divisés depuis des années et où la moindre étincelle peut tout faire sauter. Ralentissement, sinon disparition, des activités commerciales liées à la présence des troupes américaines. Corruption dans la grande bourgeoisie, première bénéficiaire de la future inondation de dollars. La résorption de tout cela passe par un projet économique à moyen terme mené par un homme fort.

VERS UN DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE DU SUD ?

Après leur désengagement militaire, les Etats-Unis ne peuvent que se montrer généreux dans leur aide économique au Sud. Ils ne seront pas les seuls. Les Japonais s'approprient à investir massivement pour l'industrialisation du pays dans les cinq ans à venir.

La guerre a provoqué bien des bouleversements. Dans le mode de vie : à la différence du Nord, où

la structure traditionnelle des villages reste intacte et structurée par le Parti, des mouvements de population vers les villes ont créé au Sud une urbanisation anarchique autour non pas des centres de production, mais de villes moyennes dont la prospérité venait des échanges commerciaux. L'abandon des bases américaines, la disparition des ressources traditionnelles (caoutchouc) après les ravages de la guerre, amènent les Vietnamiens à se tourner vers d'autres pôles de développement, en particulier l'exploitation du pétrole sur la côte de Cochinchine.

Le Vietnam ne correspond pas à l'image habituelle du Tiers-Monde. Bénéficiant d'une bonne scolarité, intelligent et intuitif, accessible aux innovations techniques, le Vietnamien dispose d'une faculté d'adaptation prodigieuse. Presque tous les jeunes rêvent de devenir ingénieur. Les experts prévoient qu'en peu de temps, un Vietnam réunifié pourrait fournir aux autres pays un modèle de développement. Les Sud-Vietnamiens sont fascinés par les prouesses économiques du Japon !

A QUAND LA RÉUNIFICATION ?

Désormais les Vietnamiens se retrouvent entre eux. Les plaies sont profondes, mais un lent acheminement vers un Vietnam réunifié n'apparaît pas comme impossible.

La position de Thieu est extrêmement dure. L'homme aux quatre non (non à la réunification, au neutralisme, à toute cession du territoire, à l'existence d'un parti communiste légal), semble choisir l'élimination de toute participation communiste au Sud et la subordination des neutralistes à sa politique.

Tout dépend désormais de l'habileté de Thieu. Catholique, il doit se concilier le bouddhisme (par exemple la pagode An Quang) aux tendances neutralistes. Les catholiques ne représentent que deux millions d'habitants sur une population de 17 millions et sont résolus à se battre jusqu'au bout. Thieu a intérêt à séparer neutralistes et communistes, ces derniers sur le point de préparer une « opération sourire » en attendant les premières difficultés du gouvernement de Saïgon.

Certains tentent de voir assez loin. Pour le colonel Bé, ancien officier du Nord passé au service du Sud et organisateur de la résistance à la guerre psychologique, le Sud peut faire évoluer ses structures dans une optique « socialisante », mais non communiste, pour se rapprocher des réalités du Nord. Il espère que réciproquement, le gouvernement de Hanoï infléchira ses positions dans le sens d'une solution commune et acceptable, après une longue phase de transition, par les deux peuples aujourd'hui séparés.

On n'en est pas encore là ! La Chine se méfie déjà d'une péninsule indochinoise de 70 millions d'habitants fédérée par le Vietnam. L'impérialisme japonais point à nouveau, fort de sa réussite et désireux de s'imposer dans toute l'Asie du sud-est.

Le Vietnam prendra-t-il sa place pour une nouvelle distribution des forces dans le contexte asiatique ? La population vietnamienne, sourcilieuse en ce qui concerne son identité nationale, est très consciente de l'enjeu. Ses voisins aussi !

Michel GIRAUD.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e

Un "non-racisme spontané"

Il jette un regard émerveillé sur une terre diverse, riche de dons humains d'une variété infinie.

Les mots valent par leur usage, leur emploi. Le premier mouvement, en traitant d'un sujet de cet ordre, poussait à parler de « l'antiracisme » de Maurras. Il a combattu, en effet, toute sa vie, le phénomène raciste. Dans le domaine national, il a dit ce qu'il fallait penser de la « loi » d'exil, inique et scélérate, qui sous deux constitutions républicaines interdisait l'accès de notre territoire aux familles ayant régné sur la France (1). Dans le domaine international, Maurras a condamné le racisme antilatin qui sévit encore dans le monde anglo-saxon.

Il se trouve cependant que les temps actuels nous ont fait connaître d'étranges « antiracistes » professionnels dont la vertu s'est vite trouvée sans voix devant le génocide perpétré au Biafra ou ailleurs, en Afrique, en Asie centrale. Et, ce qui est peut-être pire, une étude attentive des circonstances, des textes, des personnages, montre qu'il s'agit parfois, pour le nom d'antiracisme, d'un masque avantageux qui dissimule un autre racisme. Souvent d'ailleurs ce racisme caché, de façon plus candide que machiavélique, partagé entre l'inconscience et la mauvaise foi, revendique pour soi seul le droit au racisme.

Rien de pareil dans la pensée de Charles Maurras telle que son œuvre immense la présente « dans une merveilleuse et profonde unité ». Maurras va bien au-delà de l'antiracisme, il vit un non-racisme spontané. Il n'y a chez lui aucune exclusion de préjugé. Pas de prédestination, pas de jansénisme, tout être humain est apprécié selon ses œuvres. Il n'a jamais pensé avec Gide, que ce nous avans de plus profond, c'est la peau. Il est si loin de le penser qu'il définira, en 1930, le racisme germanique

comme une « pseudo-science arbitraire et toute en chiqué » (2). Au lieu de rejeter ou d'exclure au nom d'une race ou d'une autre, Maurras jette un regard émerveillé sur une terre diverse riche de dons humains d'une variété infinie.

Composé partiellement en 1932, achevé douze ans plus tard, après la publication de quelques chapitres dans la Revue Universelle, paru enfin à Lyon en 1944, Marseille en Provence (3) nous renseigne sur ce que nous venons d'appeler le « non-racisme spontané » de Maurras.

Il ne s'agit pas d'évoquer ici, sous un angle littéraire, ce succulent poème en prose dédié à la gloire de Marseille. Il ne s'agit pas davantage de signaler l'enthousiasme affectueux de Maurras devant le peuple de Marseille (il écrit : « cette plèbe peut être racée comme un patriciat »). Il ne s'agit que du « non-racisme spontané » qui se manifeste quand Maurras parle des nombreux immigrés. C'est en ces termes qu'il traite de cette question :

« Valère Bernard constate, et décrit l'afflux massif des Italiens, des Espagnols. L'alluvion orientale n'est pas moins importante. Le Turc aux larges braies fut longtemps un simple motif d'ornementation populaire. Les marchands de pâte de guimauve ne paraissent pas dans nos foires sans l'uniforme de Stamboul. A la pastorale de Noël, un jour que les Rois mages avaient été indignement réduits au nombre de deux, le parterre se révolta aux cris de Manco un Teur, il manque un Turc. Le Turc a cessé de manquer. L'Arménien, le Juif ottoman, le Chinois, tout l'Extrême-Orient et l'Amérique débordent. Ce qui brodait et chamarrait une étincelante étoffe locale s'est mis à envahir le fond... »

Comment Maurras réagit-il devant ces arrivées massives ? Propose-t-il des expulsions, demande-t-il une ségrégation ? C'est très exactement le contraire : « Mais, quoi ! parce que les bourgeois tiennent bon avec leur institution immuable des postes de chasse et de cabanons pour l'été ; parce que les quinze ou vingt villages qui composent Marseille pèsent sur tout le reste, de toute la force des vieilles mœurs ; parce que la nature s'en mêle, avec son ciel, ses eaux, son vent dur, son bon cœur facile, avec sa chair, avec le son des paroles humaines, avec la religion et l'irrégulation du pays : ce qui devait arriver arrive et continuera longtemps d'arriver ; le système, dans son ensemble, agira puissamment de manière à fondre et couvrir un très grand nombre de bigarrures ethniques accourues de toute contrée. »

Le non-racisme spontané de Charles Maurras trouve peut-être son expression à la fois la plus nette et la plus généreuse dans ce bel hymne à la Provence :

« La Provence s'est opiniâtée à tenir. Même à Marseille, même dans les fonds de Marseille !

« Même dans les mélanges cosmopolites, riches et denses, mais abondamment pollués, de la grande ville d'empire, y compris et surtout les classes populaires les plus variées de caractère et d'accent ! C'est le plus beau miracle de la Mère Provence qui accueille et nourrit ces enfants qu'elle a faits et qu'elle n'a pas faits. De la racine séculaire, par des canaux mystérieux, sa sève naturelle, son sang spirituel, affluent ensemble de tout temps pour conduire d'abord la cassie marseillaise, de la pointe d'or de sa fleur à la belle bouche qu'elle décore, au baiser qui la cueillera. »

Voilà un essai qui donne des marques surabondantes de ce qu'est la vraie pensée de Maurras, pensée qui se découvre telle non seulement dans ce beau « verger sur la mer », mais dans toute l'œuvre de ce Maître humain. Il a paru utile de le rappeler aujourd'hui.

PERCEVAL.

(1) Cette loi fut abrogée en 1950.

(2) In Dictionnaire Politique et Critique, tome II, p. 368.

(3) Lardanchet, éditeur.

réunions

PARIS (15^e)

Dîner-débat le vendredi 9 février à 19 h 45, sous la présidence de M^e G.-P. Wargner, président du Comité directeur de la N.A.F., avec la participation de M. Philippe de Saint-Robert, écrivain et journaliste, et de M. Gilles Desorres, journaliste. Thème du débat : « Une politique étrangère pour la France ». Restaurant « Le Sélect », 5, rue du Dr-Jacquemaire-Clemenceau. Inscriptions auprès de M. Pierre Arvis (tél. 531-90-20). Prix du couvert : 40 F ; étudiants : 30 F.

SECTION DU 10^e, 19^e, 20^e

Les militants tiendront des stands d'explication à l'occasion des élections :

- Samedi 10 février de 17 à 19 h, devant l'Uniprix avenue Secrétan (métro Jaurès) ;
- dimanche 11 février de 10 à 13 h, à l'angle de l'avenue Secrétan et de la rue de Meaux.

BANLIEUE SUD

Réunion mensuelle des sections 92-Sud, 91-Ouest et 94-Ouest, le vendredi 16 février à 20 h 15, au Café du Commerce, 54, avenue de la Division-Leclerc à Bourg-la-Reine.

MARNE REIMS

Mardi 13 février à 21 h, conférence de M. Yves Lemaignan, du Comité directeur de la N.A.F. : « Législatives 1973 : le piège ! ». Salle municipale Carteret, boulevard Carteret à Reims.

GRENOBLE

Dîner-débat le samedi 17 février à 20 heures, au restaurant « Le Provençal », square des Postes, avec M^e G.-P. Wargner, président du Comité directeur de la N.A.F., sur le thème : *Quelle République pour demain ?* La N.A.F. prend position. Inscriptions : N.A.F., 4, square des Postes à Grenoble. Prix du couvert : 25 F.

permanences

HAINAUT

Pour tous renseignements, prendre contact avec M. Régis Coustenoble, résidence du Chemin-Vert, E 144, à Rousies par Maubeuge.

VAUCLUSE AVIGNON

Tous les vendredis de 18 à 19 heures, chez M. Boisserolle, 13, rue Noël-Biret.

GIRONDE BORDEAUX

Pour tous renseignements, écrire à M. Ph. CHAIGNEAU, B.P. 13, 33036 Bordeaux Cédex.

n.a.f. : bulletin d'abonnement

Abonnement d'essai

(12 numéros)	10 F
Abonnement normal (1 an)	45 F
Abonnement de soutien	100 F

NOM

Prénoms

Adresse

Code postal

Profession

A renvoyer à la naf, 17, rue des petits-champs, 75001 paris
ccp paris 642-31.

le projet royaliste

1-la naf et ses lecteurs

Savoir où l'on en est et où l'on va permet une attitude plus ferme face aux événements.

FAIRE LE POINT

On dira que le moment est mal choisi et qu'il serait plus sage d'attendre la pause post-électorale. Encore faudrait-il qu'elle ait lieu. Un proverbe espagnol que Gabriel Matzneff aime citer dit que le pire est toujours certain. Il convient à merveille à la démocratie, comme on risque de le vérifier au printemps prochain : crise de la société si la majorité, restée majoritaire, peut poursuivre son sauvage « projet industriel » ; crise de l'État — au moins — en cas de victoire de la gauche ; crise de la nation si l'appoint « réformateur », devenu indispensable, contraint le gouvernement à un européisme et à un atlantisme frénétiques.

La « Nouvelle Action Française » ne connaîtra donc pas le repos, mais elle sera d'autant plus conquérante que chacun saura exactement où faire porter son effort. Ce qui suppose une claire conscience des buts à atteindre et des moyens à mettre en œuvre, et par là même, une appréciation exacte des données politiques. Le point s'impose donc qui, comme en mer, ne gênera pas un instant la manœuvre de l'équipage. Il l'assurera au contraire, tout en donnant à ceux qui nous lisent depuis peu les explications globales que l'actualité nous empêche de reprendre chaque semaine.

NOS LECTEURS

Non que nous nous soyons, depuis 21 mois, cantonnés dans un strict commentaire de l'actualité. Les débats de fond n'ont pas manqué — celui sur la monarchie a duré près d'un an — et les études de Gérard Leclerc sur l'anthropologie, le gauchisme et la révolution composeraient à elles seules un petit livre.

Certains s'interrogent cependant, au détour d'une phrase un peu péremptoire ou d'un article par trop allusif : nos remarques sur le Parti communiste ne sont-elles pas démolissantes, notre défense des revendications ouvrières ne fait-elle pas le jeu de la « Révolution », notre critique de la droite n'est-elle pas iconoclaste ? D'autres s'étonnent de nous voir négliger certaines questions pour en privilégier d'autres, à leurs yeux secondaires. Et tous s'inquiètent de notre situation financière, qu'ils devinent précaire puisque nous avons été contraints de réduire notre pagination.

Nous sommes pauvres, c'est évident, sans que nous tirions de notre état un quelconque motif de fierté. Nous préférierions cent fois la richesse, ou la simple aisance, qui nous permettraient d'avancer plus vite. Sans doute notre décision du printemps dernier de porter la « N.A.F. » à 12 pages était-elle trop téméraire : nous ne savions pas à quel point l'indépendance se payait cher.

N'aurions-nous cependant d'autre choix que la mort à petit feu ou l'aliénation de notre liberté ? Les chiffres montrent qu'il ne s'agit là que d'une fausse alternative : la « N.A.F. » a actuellement un taux de réabonnement de 86 % (contre 60 % en moyenne pour les autres hebdomadaires). Le flux constant des abonnements prouve d'autre part que

notre tentative de conquête d'un public nouveau n'était pas vaine. Enfin, la pyramide des âges de nos abonnés autorise tous les espoirs : quot de plus prometteur en effet qu'un public jeune, mais déjà engagé dans la vie active ou bien près de le faire ? Surtout lorsque ces Français actifs se répartissent dans toutes les activités. Que nous ayons, parmi nos abonnés, un grand nombre d'étudiants, d'enseignants et de membres des professions libérales ne surprendra peut-être pas. Qu'il s'y ajoute un nombre de cadres de l'industrie et une proportion non négligeable — encore qu'insuffisante — d'ouvriers étonnera peut-être davantage.

Notre hypothèse fondamentale s'en trouve confirmée : la monarchie peut être une idée vivante dans la France de 1973. Elle le sera d'autant plus que chacun aura à cœur de rayonner dans son propre milieu. Encore faut-il que nous lui en donnions les moyens.

QUI SOMMES-NOUS ?

La Naf-hebdo constitue, à l'heure actuelle, le moyen essentiel de notre entreprise de royalisation du pays. Peut-être semble-t-il à la fois médiocre et dérisoire ? La « N.A.F. » a, cependant, le mérite d'exister, d'être régulièrement citée dans la grande presse et d'être lue et commentée dans des milieux qui sont loin d'être royalistes. Ce qui montre que les idées, pour progresser, n'ont pas besoin de « supports » rutilants. La « N.A.F. » pouvait effectivement paraître dérisoire lorsque, dans les premières semaines, elle paraissait — épisodiquement — sur une sorte de papier-carton, rassemblant des textes mis en page grâce à un curieux assemblage de bois et de carton. Aujourd'hui elle n'est plus ridicule, c'est un fait, même si elle est encore loin de ressembler aux luxueux hebdomadaires du lundi.

Son contenu, considéré sous le seul angle de la technique journalistique, peut par contre être discuté. Il y aurait beaucoup à dire sur les choix des rubriques et leur poids respectif, sur les articles trop pesants et les analyses trop légères. C'est que, pour la plupart, nous n'étions pas des journalistes. Conception des titres, rédaction des articles, mise en page, nous avons dû tout apprendre sur le tas, sans jamais avoir le temps de prendre le recul nécessaire, soumis que nous étions aux impératifs du combat quotidien ou d'une vie professionnelle contraignante.

LES CONDITIONS DU PROGRÈS

Tout cela s'améliorera désormais rapidement. Mais il a fallu du temps pour sortir de l'inévitable période de tâtonnements, car une équipe rédactionnelle ne se forme pas en un jour, de même que le style d'un journal ne se définit pas par un simple décret. D'autant plus que nous étions forcés de mêler chaque semaine le commentaire de l'actualité, la polémique, la réflexion sur les problèmes de fond et les débats d'ordre doctrinal. La composition hebdomadaire de cette mosaïque faite d'éléments aussi divers était une entreprise épuisante qui ne donnait pas toujours des résultats satisfaisants. La création d'une revue nous permettra désormais de réduire la place prise par le combat des idées, sans toutefois le faire disparaître, afin de donner plus d'importance aux problèmes concrets auxquels les Français se heurtent dans leur vie quotidienne. Là aussi, il nous reste beaucoup à apprendre, en particulier dans le domaine de l'enquête, de la recherche et du traitement de l'information.

Mais une chose est certaine : le résultat de nos efforts sera d'autant plus positif que nous serons soutenus, aidés et conseillés par nos lecteurs. Il faut que ceux d'entre eux qui nous écrivent sachent que leurs lettres sont analysées chaque mois au cours du dîner de l'équipe de rédaction. Que ceux

qui, jusqu'à présent, ont gardé pour eux leurs commentaires et leurs critiques n'hésitent pas à nous les communiquer. La réponse, parfois tardive et toujours courte qu'ils recevront personnellement les décevra peut-être. Mais ils constateront, au fil des numéros, qu'ils apportent au travail de notre équipe une contribution essentielle.

Ajoutons que cette contribution d'ordre technique n'est pas exclusive d'autres formes d'aide, financière en particulier. Nous n'avons pas suffisamment insisté sur ce point, ou d'une façon trop humoristique qui incitait nos lecteurs à penser que nous ne prenions pas cette question très au sérieux. Elle l'était cependant, comme on a pu le constater à Noël. L'équilibre financier de notre journal n'est cependant pas inaccessible. Il suffirait de quelques centaines d'abonnés nouveaux pour que nous reprenions notre publication sur 12 pages, et d'un millier encore pour que nous puissions envisager un journal de 16 pages. Cet objectif peut être atteint rapidement si chacun consent, sans plus attendre, l'effort que nous demandons.

Cette mise au point succincte sur la « N.A.F. » et ses lecteurs s'imposait, en introduction à une étude sur le projet royaliste. Elle montre que celui-ci n'est pas chimérique puisque nous disposons à présent d'une équipe aguerrie et d'un public qui, par ses caractéristiques, témoigne en faveur de notre entreprise. Seule la petite aisance financière à laquelle nous aspirons demeure hypothétique. Il serait pourtant si facile de nous enlever ce souci !

Bertrand RENOUVIN

sommaire d'arsenal n° 3

CIBLE

Entre la religion du progrès et un fixisme qui ne permet pas de rendre compte de la réalité, y a-t-il place pour une conception autre, alliant l'ordre et le progrès, l'immuable et le changeant ?

THEME

La société de consommation : voie royale d'un paradis terrestre ou dernier avatar d'un capitalisme aliénant ? Au delà des slogans, une analyse qui réinsère les données économiques dans une perspective historique et qui débouche sur une remise en cause globale de la croissance quantitative.

TENDANCE

Le Parti Communiste. Un parti conservateur de lui-même, gestionnaire en puissance de la société actuelle, ou un mouvement authentiquement révolutionnaire ? Un débat déjà ancien, mais qui retrouve actuellement toute son acuité.

ENTRETIEN

Alan Stivell. A partir de la redécouverte d'une tradition musicale populaire, une tentative de dépassement du folklore qui refuse de rompre avec les racines d'un peuple à la recherche de son identité.